

Genève EN BREF

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Les ministres du PTP se réunissent à Sydney et déclarent que l'accord « est en train de se cristalliser »

Après trois jours de réunion auxquels ont participé neuf des douze¹ ministres du Commerce du Partenariat transpacifique (PTP) (le Vietnam, le Brunei Darussalam et le Pérou étaient représentés par leurs chefs de délégation), le ministre du Commerce et de l'Investissement d'Australie, M. Andrew Robb, était ravi de signaler que contrairement à ce qui fut le cas lors de précédentes conférences ministérielles, au cours desquelles les membres ont passé « beaucoup de temps » à articuler leurs « propres positions particulières », la réunion du 25 au 27 octobre leur a permis « de prendre un virage important ».

« [Traduction] J'ai eu l'impression que l'ensemble de la concentration s'est intensifiée de plusieurs degrés », a déclaré M. Robb à la fin de la conférence. « Nous nous sommes réunis dans une configuration préliminaire pour prendre des décisions sur un éventail de questions qui nous aideront à préparer le terrain pour mener les négociations du PTP à bonne fin », a-t-il ajouté.

« [Traduction] [N]ous sommes à portée de main de la ligne d'arrivée », a déclaré le représentant au Commerce des États-Unis, M. Michael Froman. « Ce furent des réunions énormément productives, car elles nous ont permis de nous entendre sur certaines questions en suspens et de combler les écarts pour les questions restantes d'une part, et de donner une orientation aux négociateurs principaux et à nos équipes sur la façon de faire avancer les prochaines étapes du travail, d'autre part », a expliqué l'USTR.

Les douze pays ont tenu des discussions ciblées sur quelques-uns des chapitres les plus controversés du PTP, notamment la propriété intellectuelle (PI), les entreprises d'État (EE), l'environnement, l'investissement, les marchés

publics et l'accès aux marchés, afin d'amener ces questions à deux doigts de la conclusion.

« [Traduction] Nous constatons que les membres sont fermement décidés à prendre certaines des décisions difficiles, qu'ils sont disposés à faire des compromis, à parvenir à des décisions définitives, a déclaré M. Robb, ajoutant que la conférence avait permis aux négociateurs de verrouiller « un bon nombre d'enjeux fondamentaux » tout en réalisant « des progrès considérables à l'égard de la plupart du reste ».

Ces négociations efficaces ont été menées sous l'impulsion des progrès réalisés récemment dans les négociations sur l'agriculture et l'automobile menées parallèlement par les États-Unis et le Japon. Les fonctionnaires du commerce japonais et américains sont convenus que « d'importants progrès » ont été réalisés au cours des deux dernières semaines dans le cadre de leurs pourparlers bilatéraux. M. Froman s'est hâté d'ajouter, cependant, qu'il restait encore des questions à régler dans les domaines de l'agriculture et de l'automobile, pour lesquelles leurs négociateurs respectifs essaient de « combler les différences restantes ».

« [Traduction] Nous ne sommes pas encore parvenus à une entente définitive sur le paquet pour l'accès aux marchés. Par conséquent, il reste davantage de travail à faire avant que nous puissions dire que nous sommes satisfaits de l'accès aux marchés », a déclaré M. Froman. Le progrès réalisé dans les pourparlers entre les États-Unis et le Japon a permis à ce dernier de traiter d'enjeux plus fondamentaux avec d'autres pays du PTP et de déposer une offre améliorée pour l'accès aux marchés.

« [Traduction] Nous avons vraiment le sentiment que nous sommes près du but, a déclaré le vice-ministre des Affaires

¹ Australie, Brunei Darussalam, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, États-Unis et Vietnam

étrangères du Chili, M. Andres Rebolledo, au sujet des pourparlers bilatéraux que tient son pays avec le Japon, ajoutant que le Chili attend à présent le résultat définitif des négociations entre les États-Unis et le Japon pour conclure l'accord.

Le ministre du Commerce de la Nouvelle-Zélande, M. Tim Groser, a cependant mis en garde contre « un accord très favorable qui est conclu uniquement à Tokyo et à Washington », car il pourrait fort bien provoquer « d'immenses perturbations » dans les négociations du PTP.

« [Traduction] [N]ous ne sommes pas tombés de la dernière pluie, » a-t-il lancé, en admettant qu'il est important que les États-Unis et le Japon, les deux plus importantes parties, tiennent des réunions privées. « Comme il est très important d'intégrer la puissance au processus de négociation (...) il est absolument essentiel qu'ils examinent ce que j'appellerais les paramètres extérieurs d'un accord (...) dans le cadre d'un processus continu de discussion avec des pays comme le mien. »

Les grandes lignes de ce qui sera réalisé en marge du sommet de l'APEC ne sont pas encore tout à fait claires. Malgré les progrès dont ont fait état les ministres, il reste toujours un certain nombre de questions très importantes à régler, notamment dans des domaines comme la PI et plus particulièrement les EE, bien que le ministre Robb ait déclaré avec insistance qu'à Sydney, les ministres ont essayé de parvenir à « un ensemble de principes sur les EE qui sont « solides et réalisables » ».

« [Traduction] Nous percevons les positions vers lesquelles les gens sont disposés à se diriger, à condition que le reste du paquet soit conclu de la façon dont ils l'espèrent, a déclaré M. Robb. La conférence a été une véritable réussite et donnera un nouvel élan, un élan supplémentaire au travail en cours que nos négociateurs principaux et nos équipes poursuivront », a affirmé le représentant au commerce de l'Australie.

De fait, le 27 octobre, les ministres du PTP ont enjoint à leurs négociateurs principaux (NP) de poursuivre le travail à Sydney en prenant appui sur les décisions qu'ils ont prises dans les domaines des EE, des règles d'origine et de la PI. Les NP se réuniront jusqu'à la fin du mois d'octobre, au mieux, apprend-on de sources bien informées. Les résultats seront ensuite réexaminés par les ministres du Commerce, lorsqu'ils se retrouveront à Pékin à l'avance du Sommet des dirigeants de l'APEC, qui se tiendra les 10 et 11 novembre, dans l'espoir que les questions remaniées les mettront en meilleure position pour conseiller leurs dirigeants respectifs.

Ceci étant dit, le groupe n'a pas été jusqu'à annoncer qu'une conclusion ou un accord de principe éventuel du PTP devrait être annoncé à Pékin. Les observateurs les plus optimistes décriraient la ministérielle de Sydney comme une conférence qui, au mieux, a ouvert la porte à des pourparlers permettant d'atteindre « l'étape des compromis ».

Cependant, pendant qu'ils sont à Pékin, les ministres du Commerce peuvent envisager où et quand les dirigeants peuvent se réunir ensuite, mais cela sera tributaire du point qu'ils ont atteint dans les négociations.

« [Traduction] Nous avons vraiment le sentiment que nous sommes à portée de main de la ligne d'arrivée, et les prix ont l'air très attrayant, mais bien entendu, à la fin du compte, ce sont les enjeux fondamentaux qui détermineront le véritable échancier », a déclaré M. Robb, en ajoutant cependant que le groupe considère « que la forme d'un accord ambitieux, exhaustif, de haut niveau et équilibré se cristallise ». »

LE DÉLAI POUR CONCLURE LES PROCHAINES ÉTAPES DU PAQUET DE BALI EST REPORTÉ À DÉCEMBRE

« [Traduction] Nous n'avons toujours pas trouvé de solution pour sortir de l'impasse vers laquelle nous nous dirigeons », a déclaré le directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevêdo, à l'ensemble des membres le 31 octobre, après 10 jours de « consultations ouvertes et honnêtes » avec les membres sur la façon de faire sauter le verrou qui bloque la facilitation des échanges (FE) et la détention de stocks publics.

M. Azevêdo a dit que la conversation que lui-même et le président du Conseil général, l'ambassadeur du Canada auprès de l'OMC, M. Jonathan Fried, ont eue avec les délégations montre qu'elles sont disposées à examiner un scénario particulier parmi les trois dont ils ont discuté avec les membres.

En effet, comme ils continuent de rester dans l'impasse, la plupart des membres tendent à pencher pour une transformation de la FE en entente plurilatérale dans le cadre de l'OMC, mais une entente qui permettrait de mettre en œuvre l'accord, ce qui laisserait la porte ouverte à davantage de pays pour qu'ils s'y joignent à une étape ultérieure.

En bref, une coalition de pays consentants mettra en œuvre la FE sur la base de la nation la plus favorisée, ce qui signifie que ceux qui sont opposés à l'accord, comme l'Inde, pourraient néanmoins en profiter. Ceci étant dit, l'aide financière et technique connexe à la FE ne serait mise à la disposition que des pays en développement participants. Ce scénario, a déclaré M. Azevêdo, pourrait également faire avancer la mise en œuvre d'une partie ou de la totalité des autres décisions de Bali, bien qu'il semble y avoir de la réticence à aborder l'enjeu de la détention de stocks publics en ce moment.

L'Inde a déclaré que la situation actuelle est la manifestation d'un énorme déséquilibre dans la façon dont l'OMC a fonctionné, faisant valoir que l'organisation a été confrontée à plusieurs défis par le passé, mais qu'elle a également réussi à surmonter la plupart d'entre eux avec succès et à aller de l'avant, dans le respect des besoins de tous les membres. L'Inde demeure optimiste que l'on puisse trouver une solution. Elle ne se rallie pas à la caractérisation de la situation actuelle

comme scénario d'apocalypse ou de crise existentielle pour le système multilatéral, comme l'a décrite le directeur général.

Les deux autres scénarios que l'on a examinés lors des consultations de M. Azevêdo avec les membres étaient considérés comme étant difficiles à mettre en œuvre en ce moment. Le premier vise à trouver une solution à l'impasse actuelle sur le champ, « un scénario idéal » s'il se concrétise, mais qui a l'air plutôt peu reluisant à cette étape.

Le deuxième consisterait à maintenir le statu quo, en d'autres termes, à faire ce que l'on a fait depuis juillet, en l'occurrence attendre une solution à l'égard de la FE/sécurité alimentaire, tout en poursuivant le travail sur le programme de travail de l'après-Bali. Ce dernier scénario a cependant été rejeté par les membres, car le travail réalisé dans les groupes de négociation s'est révélé difficile faute d'une solution pour la FE.

Bien que la transformation de la FE en entente plurilatérale dans le cadre de l'OMC semble être le scénario que préfèrent la plupart des membres, on a néanmoins soulevé des préoccupations au sujet de l'abandon de l'approche multilatérale. Les délégués ont demandé comment cela se concrétiserait, si cela créait un précédent pour de futurs pourparlers et de quelle façon on peut garantir que cela aboutisse à une solution multilatérale plus tard. Une autre question porte sur la façon de garantir que le programme de

travail de l'après Bali reprenne, bien qu'il soit clair à présent qu'on ne respectera pas le délai de décembre pour l'élaborer, comme l'avaient enjoint les ministres à Bali en décembre dernier.

L'Inde, quant à elle, a dit qu'elle demeure optimiste que les membres seront en mesure de réaliser des progrès équilibrés à l'égard de tous les résultats de Bali. Elle a ouvert la porte à une solution éventuelle au cours des prochaines semaines, déclarant qu'elle est prête à faire un pas dans le sens d'une résolution de la crise d'une façon qui répond aux attentes des membres.

Cependant, l'envoyé commercial de l'Inde s'est abstenu de donner des détails sur les mesures que son pays est prêt à prendre pour résoudre la crise actuelle, affirmant simplement qu'il examine d'autres approches devant aboutir à la mise en œuvre de la FE et exhortant les membres d'éviter temporairement de chercher d'autres approches, en l'occurrence de transformer la FE en entente plurilatérale, sans évaluer les implications systémiques d'un réaménagement du système fondamental de l'OMC.

Les membres de l'OMC visent à présent la réunion du Conseil général des 10 et 11 décembre pour prendre une décision sur la façon de faire avancer le pilier des négociations de l'organisation.

PROCHAINS ÉVÉNEMENTS

- Conférence ministérielle du PTP, 7-9 novembre, Beijing
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 10-11 novembre, Beijing
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture de l'OMC, 13-14 novembre
- Conseil général de l'OMC, 10-11 décembre
- Sommet des dirigeants du G-20, 15-16 novembre, Brisbane

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : producteurslaitiers.ca, poulet.ca, lesoeufs.ca, leseleveursdedindonducanada.ca, chep-poic.ca

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada